



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**  
**[COTE D'IVOIRE]**

**ACTUALISATION SEMESTRIELLE DES PROGRES DU PROJET**

**POUR LA PERIODE JANVIER- JUIN 2013**

<b>No &amp; Intitulé du projet</b>	00080052-PBF/IRF-44 : Projet d'appui au rétablissement de la sécurité, de l'autorité de l'Etat et de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire		
<b>Organe(s) bénéficiaire(s)<sup>1</sup>:</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PNUD</li> <li>• FNUAP</li> <li>• ONUFEMMES</li> <li>• FAO</li> <li>• UNICEF</li> <li>• OHCHR</li> </ul>		
<b>Partenaires d'exécution (gouvernement, institutions de l'ONU, ONG, etc.)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ONUCI-Civil Affairs</li> <li>• ONUCI-UNPOL</li> <li>• Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (MEMPD), Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur (MEMI), Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité (MEMAS), Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant</li> <li>• Commission, Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR)</li> <li>• Search for Common Ground (SFCG)</li> <li>• Danish Refugees Council (DRC)</li> <li>• ANADER</li> <li>• ONG ODAFEM, IDE-Afrique et</li> <li>• Prestataires de services (entrepreneurs, fournisseurs, etc.)</li> </ul>		
<b>Site:</b>	Côte d'Ivoire / Régions du Moyen Cavally et des Montagnes (Duékoué, Guiglo, Bloléquin, Toulepleu, Bangolo, Man, Danané, Zouan-Hounien et Bin-Houyé) et le District d'Abidjan		
<b>Budget total approuvé<sup>2</sup></b>	3,000,000 \$US		
<b>Fonds engagés<sup>3</sup></b>	246 843,52 \$US	<b>% de fonds engagés / budget total approuvé:</b>	8%
<b>Dépenses<sup>4</sup>:</b>	1 900 355,85\$US	<b>% de dépenses / budget total: (taux d'exécution)</b>	63%
<b>Date d'approbation du projet:</b>	<b>30 Août 2011</b>	<b>Retard possible concernant la date de clôture opérationnelle (en nombre de mois)</b>	18 mois en raison de la prorogation de la date de clôture au 31 décembre 2013 suite à la recommandation du Comité de Pilotage en sa session du 30 janvier 2013 et après approbation du PBSO
<b>Date de démarrage du projet:</b>	<b>07 Octobre 2011</b>		
<b>Date prévue pour la clôture opérationnelle du projet:</b>	<b>30 Septembre 2012</b>		

<sup>1</sup> Veuillez noter que, s'il y a plusieurs organes, un seul rapport de projet – consolidé - doit être soumis.

<sup>2</sup> Par « budget approuvé », il faut entendre le montant total des fonds versés aux organes bénéficiaires.

<sup>3</sup> Par « Fonds engagés », il faut entendre les engagements de services et d'activités pris dans le cadre de contrats juridiques, conformément aux règles et procédures financiers des organes bénéficiaires

<sup>4</sup> Paiements effectifs (contrats, services, travaux), dans le cadre des engagements pris.

<p><b>Domaine de résultats attendus par le PBF<sup>5</sup></b></p>	<p><b><u>Domaine Prioritaire FCP 4 : Appuyer la réhabilitation des infrastructures et des services de base</u></b></p> <p><b><u>Effet 1 : Les institutions de sécurité et l'administration préfectorale sont dotées de moyens de base et de capacités</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b><u>Résultat 1</u></b> : <i>Les infrastructures et équipements des institutions de sécurité et de l'administration préfectorale nécessaires à la restauration de l'ordre public et de l'autorité de l'Etat sont renforcés ;</i></li> <li>- <b><u>Résultat 2</u></b> : <i>Les capacités des forces de sécurité, des autorités et de la société civile dans la gestion collective des questions de sécurité et de cohésion sociale sont renforcées au niveau préfectoral et local.</i></li> </ul> <p><b><u>Domaine Prioritaire FCP 2 : Promouvoir la coexistence pacifique et la résolution non violente des conflits</u></b></p> <p><b><u>Effet 2 : Les capacités de réconciliation nationale et de cohésion sociale visant à promouvoir la culture de l'inclusion et la résolution pacifique des conflits sont renforcées</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b><u>Résultats 3</u></b> : <i>Les capacités institutionnelles et opérationnelles des institutions, leaders et autres acteurs nationaux en matière de réconciliation et de cohésion sociale sont renforcées, notamment par des analyses, un dialogue participatif et des cadres d'action et de coordination inclusifs</i></li> <li>- <b><u>Résultats 4</u></b> : <i>Le public est sensibilisé et participe activement aux activités de réconciliation et de cohésion sociale.</i></li> </ul> <p><b><u>Domaine Prioritaire FCP 3 : Générer les opportunités de relèvement économique et les dividendes immédiats de la paix afin de susciter la confiance générale dans le processus de réconciliation nationale</u></b></p> <p><b><u>Effet 3 : Les groupes vulnérables affectés par le conflit sont réinsérés dans leurs communautés et profitent de la concrétisation rapide des dividendes de la paix de manière à susciter la confiance dans le processus de réconciliation nationale et de jeter les fondements d'une paix durable</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b><u>Résultats 5</u></b> : <i>La réintégration socio-économique des groupes vulnérables permet de restaurer la cohabitation pacifique et de susciter la confiance de la population au processus de réconciliation nationale</i></li> </ul>
<p><b>Évaluation qualitative des résultats obtenus et des problèmes subsistants</b></p>	<p>Les principaux résultats enregistrés au cours de ce premier semestre de l'année 2013 concernent essentiellement les activités résiduelles dans la mesure où plus de 80% des activités du projet ont été achevés au cours de la période allant de 2011 à 2012.</p> <p><b>Résultat 1 : <i>Les institutions de sécurité et l'administration préfectorale offrent un service de qualité et l'ordre public et l'autorité de l'Etat sont restaurés.</i></b></p> <p>En vue d'améliorer la qualité des services offerts par les agents de sécurité et les autorités administratives des zones où les commissariats de police, les brigades de gendarmerie, les sous-préfectures et préfectures ont été réhabilités, l'équipe du projet a procédé aux dernières acquisitions de matériels informatiques et à leur installation effective sur les différents sites qui n'avaient pas été pris en compte. Aussi, le contrat de l'Ingénieur Consultant en génie civil a-t-il été reconduit afin de lui permettre de procéder à la réception définitive des derniers lots de réhabilitation qui ont été attribués.</p> <p><b>Résultat 2 : <i>Les capacités des forces de sécurité, des autorités et de la société civile dans la gestion collective des questions de sécurité et de cohésion sociale sont renforcées au niveau préfectoral et local.</i></b></p>

<sup>5</sup> Se référer aux domaines définis dans le cadre du Plan des priorités ou du Plan directeur du PBF (PMP).

Dans la dynamique de renforcement des capacités de la Police et de la Gendarmerie Nationale, la section UNPOL de l'ONUCI avec l'appui technique du PNUD, a procédé à l'acquisition de 100 lits picots, 2 tentes, du matériel informatique (copieurs, antivirus, cartouches d'encre et clés USB) et des fournitures de bureau qui leur seront remis très prochainement au cours d'une cérémonie officielle. Ces derniers équipements devront permettre aux agents de police et de gendarmerie d'améliorer leur efficacité dans leurs missions de protection des personnes et de leurs biens. La problématique de la sécurité au niveau local reste une préoccupation majeure dans certaines localités de la zone Ouest et nécessite toujours des actions spécifiques afin de contribuer à l'amélioration du climat sécuritaire global. Un projet d'appui au renforcement de la sécurité à travers le renforcement de l'éclairage et l'aménagement d'espace de loisir à la place publique de la commune de Guiglo a été identifié avec l'appui du Comité Communal de Sécurité (CCS) et la Mairie de Guiglo. Sa mise en œuvre effective a accusé un retard en raison de la nature des travaux à réaliser pour lesquels un appel d'offre devrait être lancé. Le processus de finalisation du cahier des charges et de lancement de l'appel d'offre a été finalisé et suit son cours.

**Résultat 3 : *Les capacités institutionnelles et opérationnelles des institutions, leaders et autres acteurs nationaux en matière de réconciliation et de cohésion sociale sont renforcées, notamment par des analyses, un dialogue participatif et des cadres d'action et de coordination inclusifs.***

L'équipe du projet a acquis au cours de ce premier semestre 2013, 42 bâches, 2100 chaises, 23 motos et 21 kits de sonorisations pour les Comités de Sensibilisation et de Veille (CSV) de 23 départements de la grande région de l'Ouest. Ces moyens de mobilité et ces kits de sensibilisation leur permettront de mieux adresser les questions de prévention et de gestion des différents conflits dans leurs zones d'intervention. Ce qui contribue à améliorer efficacement l'environnement social dans ces localités cibles.

**Résultat 4 : *Le public est sensibilisé et participe activement aux activités de réconciliation et de cohésion sociale.***

L'ensemble des activités relatives à ce résultat 4 ont été entièrement réalisées au 31 décembre 2012.

Les rapprochements communautaires ainsi que la forte baisse des affrontements intercommunautaires dans les localités ciblées par ces activités de réconciliation et de cohésion sociale témoignent de la pertinence et de l'efficacité des initiatives qui y ont été menées.

Ces acquis constituent un véritable levier pour les acteurs humanitaires et de développement intervenant dans ces localités cibles dans le cadre de leurs différents projets d'appui au rétablissement de la cohésion sociale.

**Résultat 5 : *La réintégration socio-économique des groupes vulnérables à travers les activités sociales et économique fédératrices permet de restaurer le dialogue et la confiance entre les communautés.***

Les principales activités résiduelles du projet concernaient essentiellement cette composante 5.

- Compte tenu des bons résultats enregistrés par les groupements bénéficiaires des initiatives de production de riz de basfonds, de maraichers et de fabrication de savons artisanaux du village de Goya 2 dans la commune de Guiglo, le PNUD et DRC ont répondu favorablement à la requête de la communauté villageoise en lui octroyant une décortiqueuse afin de réduire la pénibilité et le temps consacré au décorticage manuel du riz produit par les coopératives. Cette décortiqueuse a été remise lors de la mission de suivi du Comité de Pilotage à l'Ouest.
- La FAO a intensifié ses appuis aux groupements et aux ménages pour la relance de leurs activités agricoles. Ainsi, dans le département de Duekoué, 120 ménages vulnérables (tous des anciens pensionnaires du site des IDPs de Nahibly) ont mis en

valeur par une approche de travaux communautaires, environ 27,7 ha de bas-fond rizicole avec les intrants agricoles mis à leur disposition. Ce qui leur a permis d'obtenir une production de 140,53 tonnes de riz paddy. 92 autres personnes vulnérables répartis en 3 groupements, ont reçu des kits pour le démarrage effectif de 3 AGR que sont la transformation de produits agricoles, l'élevage de poulets de chair et la culture maraîchère sur un périmètre déjà aménagé. Ils ont réalisé respectivement 101 125 F CFA de recette pour le moulin, 1 800 000 F CFA de recette après la vente de la première bande de poulets de chair et 72 000 F CFA de recette de la vente des légumes issus du jardin.

- Dans le département de Guiglo, 133 chefs de ménages répartis sur 2 périmètres, et travaillant ensemble ont construit les petites infrastructures (1PFE, 125 casiers, 1 retenue d'eau en ciment) nécessaires à leur mise en valeur. Ils ont emblavé 7 ha dont 5 ha en riz de bas-fond et 2 ha en cultures maraîchères. 12 autres personnes ont reçu les intrants pour l'élevage de 1000 poulets de chair. La recette de la vente de la première bande s'élève à 1 775 000 FCFA, pour un bénéfice net de 45 000 F CFA/membre sur deux mois.
- Dans les départements de Danané et Facobly de la région du Tonpki, le dialogue et la confiance sont renforcés entre 215 chefs de ménages qui travaillent ensemble au sein de 3 groupements d'AGR. Les travaux d'achèvement de deux bâtiments devant abriter une unité de décorticage et de mouture de céréales d'une part, et d'autre part une unité de broyage du manioc, sont achevés. Les 2 unités sont fonctionnelles. Quant aux 75 bénéficiaires de l'élevage de porcs, ils ont été formés aux outils de la comptabilité simplifiée.
- Dans l'ensemble, les 572 chefs de familles bénéficiaires directs du projet, dont 466 femmes (81,46%) ont été formés aux techniques améliorées de production de leur activité respective et aux outils pour une bonne gestion (organisation et fonctionnement d'un groupement, comptabilité simplifiée et techniques de commercialisation). Ce qui a permis à certains riziculteurs d'atteindre un rendement de 4,9T/ha et à certains bénéficiaires d'AGR élevage de poulets de chair d'avoir un revenu net de 22 500 F CFA/mois.
- Pour le second semestre de l'année 2013, au moins 10 ha de bas-fonds seront réhabilités et mis en valeur au profit d'environ 40 bénéficiaires (50 % de ménages retournés et 50 % de familles pauvres). 2 bas-fonds ont été identifiés dans les localités de ZRO (sous-préfecture de Guiglo) et de DENAN (sous-préfecture de PEHE). 2 protocoles d'accord au profit de 2 partenaires de mise en œuvre (ANADER Toulepleu et ANADER Guiglo) déjà identifiés, permettront l'exécution de toutes ces activités. Les aménagements sont prévus pendant les arrêts de pluies (à partir du mois d'octobre, période propice pour ce type d'activité). Ces activités seront menées à travers du "cash for work" et permettront de générer du cash pour les ménages. En effet, les membres actifs des ménages seront utilisés pour les travaux de petits ouvrages et en retour recevront du cash en fonction de la tâche quotidienne effectuée. La FAO prévoit la distribution de 500 Kg de semences accompagnés de 2,5 tonnes d'engrais, qui serviront à la mise en culture des 20 ha. A terme, au moins 49 tonnes de riz paddy seront produits.
- L'approche de travaux en groupement et la mise en commun des facteurs de production faciliteront le dialogue et la confiance entre les bénéficiaires pour un renforcement de la cohésion sociale.

Tout comme au cours de l'année 2012, les résultats enregistrés tout au long de ce premier semestre de l'année 2013 sont liés à la bonne collaboration entre les agences récipiendaires des fonds qui ont su développer dans la planification et dans la mise en œuvre de leurs activités, les complémentarités et les synergies nécessaires pour garantir l'atteinte des résultats globaux du projet. Cette collaboration va se poursuivre jusqu'au 31 décembre 2013, date de clôture opérationnelle du projet.

Il est également important de souligner le rôle primordial joué par les deux Ministères techniques impliqués directement dans le projet notamment le Ministère

	d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (MEMPD) et le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur (MEMI) qui ont fait preuve d'une grande disponibilité et d'une franche collaboration.
--	--

**EVALUATION DE LA PERFORMANCE A PARTIR D'INDICATEURS:** *Sur la base du Cadre de résultats des programmes à partir du Descriptif de projet, fournir, dans le tableau ci-dessous, une actualisation soulignant la conformité avec les indicateurs aux niveaux des résultats et des produits. À défaut de données concernant les indicateurs, préciser les raisons de ce manque, ainsi que le mode de collecte envisagé pour ce type de données, et la date à laquelle la collecte aura lieu.*

	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Données de référence en tant qu'indicateurs</b>	<b>Cibles fixées en termes d'indicateurs</b>	<b>Cibles atteintes</b>	<b>Raisons expliquant l'écart éventuel</b>	<b>Risques</b>
<b>Résultat 1<sup>6</sup></b> Les institutions de sécurité et l'administration préfectorale offrent un service effectif de qualité et l'ordre public et l'autorité de l'Etat sont restaurés	Indicateur :					
Produit 1.1 Les infrastructures préfectorales et de sécurité identifiées sont réhabilitées, fonctionnelles et les usagers reçoivent les services requis	Indicateur 1.1.1 <b>03</b> commissariats et <b>04</b> brigades du Moyen Cavally et le poste de commandement radio de la Préfecture de police d'Abidjan et le District de Police d'Adjamé sont réhabilités et équipés	Infrastructures de sécurité (brigades et commissariats) pillées et saccagées	<b>03</b> commissariats et <b>04</b> brigades <b>01</b> poste de commandement radio <b>01</b> district de police	<b>03</b> commissariats et <b>04</b> brigades <b>01</b> poste de commandement radio <b>01</b> district de police	Pas d'écart	Manque d'entretien des infrastructures réhabilitées
	Indicateur 1.1.2 <b>06</b> Préfectures et <b>17</b> Sous-préfectures des régions des Moyen Cavally et Montagnes sont réhabilitées et équipées	<b>06</b> Préfectures et <b>17</b> Sous-préfectures des régions des Moyen Cavally et Montagnes gravement endommagées lors de la crise postélectorale	<b>06</b> Préfectures et <b>17</b> Sous-préfectures	<b>06</b> Préfectures et <b>17</b> Sous-préfectures	Pas d'écart	Manque d'entretien des infrastructures réhabilitées

<sup>6</sup> Tout pays pertinent (sur la base du Plan des priorités ou du Descriptif de projet) ou inscrit dans le Plan de gestion du projet.

Produit 1.2 Les infrastructures de police du District d'Abidjan sont équipées en outils informatiques et fournissent des services de qualité	Indicateur 1.2.1 35 Commissariats de Police d'Arrondissement et 05 Districts d'Abidjan sont équipés	Tous les commissariats / districts de police d'Abidjan ont été pillés de leurs matériels informatiques, Bureautiques et spécialisés	<b>35</b> Commissariats de Police d'Arrondissement et <b>05</b> Districts d'Abidjan	<b>35</b> Commissariats de Police d'Arrondissement et <b>05</b> Districts d'Abidjan	Pas d'écart	RAS
<b>Résultat 2</b> Les capacités des forces de sécurité, des autorités et de la société civile dans la gestion collective des questions de sécurité et de cohésion sociale sont renforcées au niveau préfectoral et local	Indicateur					
Produit 2.1 Les autorités préfectorales, les forces de sécurité et les organisations de la société civile sont formés et participent pleinement à la gestion et la prévention des conflits et au processus de cohésion sociale	Indicateur 2.1.1 Formation d'au moins 400 formateurs-relais, issus des forces de police et de gendarmerie, d'au moins 140 membres du corps préfectoral en poste à l'Ouest en matière de prévention et gestion de conflits	Les autorités préfectorales, les forces de sécurité et les organisations de la société civile sont en contact avec les communautés mais ne sont pas toujours bien outillés pour la gestion des conflits intercommunautaires et la crise post-électorale n'a pas permis la mise à jour des connaissances	<b>400</b> formateurs-relais de la police et la gendarmerie et <b>140</b> membres du corps préfectoral	<b>278</b> Policiers (209 hommes et 69 femmes) et <b>118</b> gendarmes soit <b>396</b> formateurs-relais, <b>117</b> membres du Corps préfectoral <b>53</b> chefs traditionnelles, soit <b>170</b>	Pas d'écart significatif	Inaction des formateurs relais en l'endroit de leurs collègues
	Indicateur 2.1.2 <b>1</b> diagnostic local de	La situation sécuritaire très préoccupante dans	<b>1</b> diagnostic local de sécurité	<b>1</b> diagnostic local de sécurité à Guiglo	Le projet fédérateur à impact rapide devrait faire suite au diagnostic qui a été	Manque d'appropriation de l'initiative par la

	sécurité est produit et <b>1</b> projet fédérateur à impact rapide est mise en œuvre par l'entremise d'un Conseil Communal de Sécurité mis en place	les régions de l'Ouest Existence de best practices en matière de sécurisation des communes à travers les Conseil Communal de Sécurité dans 10 communes d'Abidjan	<b>1</b> projet fédérateur à impact rapide	<b>1</b> projet fédérateur à impact rapide à Guiglo	produit tardivement	Municipalité de Guiglo
<b>Résultat 3</b> Les capacités institutionnelles et opérationnelles des institutions, leaders et autres acteurs nationaux en matière de réconciliation et de cohésion sociale sont renforcées, notamment par des analyses, un dialogue participatif et des cadres d'action et de coordination inclusifs	Indicateur					
Produit 3.1 Un document de politique nationale de réconciliation et de cohésion sociale est préparé et validé	Indicateur 3.1.1 <b>1</b> document inclusif de politique nationale de réconciliation et de cohésion sociale est préparé et validé	Existence d'un document de politique nationale de réconciliation et de cohésion nationale  Existence d'une Charte nationale de solidarité	<b>1</b> document inclusif de politique nationale de réconciliation et de cohésion sociale	Organisation d'un atelier de pré-validation ayant abouti à la production du 1er draft du document de PNSCS	Le processus d'élaboration a été perturbé par les changements successifs au niveau du gouvernement	Manque d'inclusivité dans l'élaboration de la PNSCS
Produit 3.2 La CDVR bénéficie d'appuis dans son fonctionnement	Indicateur 3.2.1 Le niveau de crédibilité et de légitimité de la CDVR est renforcé à travers les larges consultations	Mise en place de la CDVR au niveau central mais pas de représentation au niveau régional	Assistante technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) à la CDVR	Mise à disposition de la CDVR des Experts en justice transitionnelle par le HCDH	RAS	Non reconduction du mandat de la CDVR



Produit 3.3 les mécanismes existants de résolution des conflits/réparation des préjudices sont évalués et renforcés et les leaders traditionnels, religieux, associations de jeunes et de femmes (30%) sont formés et assistés dans la prévention et la résolution non violente des conflits	Indicateur 3.3.1 Nombre de rapports du dialogue participatif et d'analyses des sources de conflits et des réponses préparés et disponibles.	Existence de nombreux Comités de paix et de Mécanismes de résolution de conflits  Mise en place de Comité de veille et de Paix après la crise postélectorale	<b>10</b> Comités de sensibilisation et de veille et autres structures locales de paix	<b>20</b> Comités de Paix ont été formés à la prévention, la prise en charge et la réduction des tensions communautaires.	Fort engouement des communautés local	Résurgences des attaques armées
	Indicateur 3.3.2 Nombre de leaders traditionnels, religieux, associations de jeunes et de femmes (30%) dans la prévention et la résolution non violente des conflits formés et assistés	Rôles prépondérants des leaders traditionnels, religieux, associations de jeunes et de femmes dans la résolution des conflits au niveau local	200 leaders traditionnels, religieux, associations de jeunes et de femmes	<b>200</b> Leaders traditionnels, religieux, associations de jeunes et de femmes ont été formés à la prévention, la prise en charge et la réduction des tensions communautaires	RAS	RAS
<b>Résultat 4</b> Le public est sensibilisé et participe activement aux initiatives de réconciliation et de cohésion sociale	Indicateur					
Produit 4.1 Les capacités techniques et opérationnelles de 15 stations de radios locales sont renforcées et ces radios relaient des messages sur la cohésion sociale, les droits de l'homme, la tolérance et la résolution non	Indicateur 4.1.1 Nombre et qualité des activités socio-culturelles, de promotion de la paix et de la culture civique favorisant les contacts et le dialogue entre différents groupes et communautés	Les activités socioculturelles sont des facteurs de rapprochement entre les communautés dans la zone cible du projet	<b>10</b> activités socio-culturelles, de promotion de la paix et de la culture civique	<b>09</b> activités socio-culturelles, de promotion de la paix et de la culture civique	Pas d'écart significatif	RAS
	Indicateur 4.1.2 Nombre de stations de radios locales dont les capacités techniques et	Existence de radios locales dans les principaux départements des régions du Moyen	<b>15</b> stations de radios locales	<b>30</b> professionnels des médias (journalistes, animateurs radio, techniciens) issus de <b>11</b> radios locales ont bénéficié de	Certaines radios étaient non fonctionnelles	Non contrôle de la qualité des messages diffusés qui pourraient influencer négativement la cohésion

violente des conflits	opérationnelles sont renforcées et qui diffusent et relaient des messages sur la cohésion sociale, les droits de l'homme, la tolérance et la résolution non violente des conflits.	Cavally et des Montagnes		renforcement de leurs capacités techniques et matérielles		sociale
<b>Résultat 5</b> La réintégration socio-économique des groupes vulnérables à travers les activités sociales et économiques fédératrices permet de restaurer le dialogue et la confiance entre les communautés	Indicateur 5.1.1 Nombre de kits (intrants, d'outils et d'autres biens et services qui contribuent à la relance des activités) mis à disposition des groupes cibles	Productions et greniers pillés pendant la crise postélectorale.  Destruction et vols des moyens de production.	<b>10 AGR</b>	Assistance en semences et outillages agricoles à 120 ménages vulnérables à Duékoué 133 chefs de ménages à Guiglo 215 chefs de ménages à Danané et Facobly	Besoins toujours très importants du fait des nombreux conflits dans la zone Ouest	Résurgence des affrontements de toutes sortes
	Indicateur 5.1.2 Nombre et qualité d'ateliers de formation d'opportunités économiques en faveur des groupes vulnérables et des acteurs économiques locaux organisés			RAS	RAS	RAS